

Vive le marxisme-léninisme-maoïsme !
Vive la guerre populaire !

LENINE

LA GUERRE DES PARTISANS

30 septembre 1906

La question des actions de partisans intéresse fortement notre Parti-et la masse ouvrière.

Nous avons déjà abordé à maintes reprises cette question, mais en passant, et nous avons maintenu ut l'intention d'en venir, comme nous l'avons promis, à un exposé plus complet de nos vues sur ce sujet.

I

Commençons par le commencement.

Quelles exigences essentielles doit présenter un marxiste dans l'examen de la question des formes de lutte ?

En premier lieu, le marxisme diffère de toutes les formes

primitives du socialisme en ce qu'il ne rattache pas le mouvement à quelque forme de combat unique et déterminée.

Il admet les méthodes de lutte les plus variées, et il ne les « invente » pas, il se borne à généraliser, organiser, rendre conscientes les formes de lutte des classes révolutionnaires, qui surgissent spontanément dans le cours morne du mouvement.

Absolument hostile à toutes les formules abstraites, à toutes les recettes de doctrinaires, le marxisme veut que l'on considère attentivement la lutte de *masse* qui se déroule et qui, au fur et à mesure du développement du mouvement, des progrès de la conscience des masses, de l'aggravation des crises économiques et politiques, fait naître sans cesse de nouveaux procédés, de plus en plus variés, de défense et d'attaque.

C'est pourquoi le marxisme ne répudie d'une façon absolue aucune forme de lutte.

En aucun cas, il n'entend se limiter aux formes de lutte possibles et existantes dans un moment donné ; il reconnaît qu'un changement de la conjoncture sociale entraînera *inévitablement* l'apparition de nouvelles formes de lutte, encore inconnues aux militants de la période donnée.

Le marxisme, sous ce rapport, *s'instruit*, si l'on peut dire, à l'école pratique des masses ; il est loin de prétendre *faire la leçon* aux masses en leur proposant des formes de lutte

imaginées par des « fabricants de systèmes » dans leur cabinet de travail.

Nous savons, disait par exemple Kautsky, examinant les formes de la révolution sociale, que la crise imminente nous apportera de nouvelles formes de lutte que nous ne pouvons prévoir actuellement.

En second lieu, le marxisme exige absolument que la question des formes de lutte soit envisagée sous son aspect *historique*. Poser cette question en dehors des circonstances historiques, concrètes, c'est ignorer l'a b c du matérialisme dialectique.

A des moments distincts de l'évolution économique, en fonction des diverses conditions dans la situation politique, dans les cultures nationales, dans les conditions d'existence, etc., différentes formes de lutte se hissent au premier plan, deviennent les principales, et, par suite, les formes secondaires, accessoires, se modifient à leur tour.

Essayer de répondre par oui ou par non, quand la question se pose d'apprécier un moyen déterminé de lutte, sans examiner en détail les circonstances concrètes du mouvement au degré de développement qu'il a atteint, ce serait abandonner complètement le terrain marxiste.

Tels sont les deux principes théoriques essentiels qui doivent nous guider.

L'histoire du marxisme en Europe occidentale nous fournit une multitude d'exemples à l'appui de ce qui vient d'être dit.

La social-démocratie européenne considère actuellement le parlementarisme et le mouvement syndical comme les principales formes de lutte ; jadis, elle reconnaissait l'insurrection et elle est parfaitement disposée à la reconnaître encore à l'avenir dans des conjonctures modifiées, contrairement à ce que pensent les bourgeois libéraux, dans le genre des cadets russes et des « bezzaglavtsy. ».

La social-démocratie a rejeté, entre 1870 et 1880, la grève générale en tant que panacée sociale, comme moyen de renverser d'emblée la bourgeoisie par une autre voie que celle de la politique ; mais la social-démocratie admet parfaitement la grève politique de masse (surtout après l'expérience faite en Russie, en 1905), comme *un* des moyens de lutte indispensable dans *certaines* conditions.

La social-démocratie admettait les combats de barricades dans les rues en 1840-1850 ; elle rejetait ce moyen en raison de circonstances déterminées, à la fin du XIX^{ème} siècle ; elle se déclara toute prête à réviser ce dernier jugement et à admettre l'utilité des combats de barricades, après l'expérience de Moscou qui, selon les termes de K. Kautsky, créa une nouvelle tactique de barricades.

II

Les principes généraux du marxisme sur ce sujet étant posés, passons à la révolution russe.

Rappelons-nous l'évolution historique des formes de lutte qu'elle a suggérées.

Au début, grèves économiques d'ouvriers (1896-1900) ; ensuite, manifestations politiques d'ouvriers et d'étudiants (1901-1902) ; émeutes de paysans (1902) ; premières grèves politiques de masse, diversement combinées avec des manifestations (Rostov, 1902, grèves de l'été 1903 et la manifestation du 9 janvier 1905) ; grève politique étendue à toute la Russie avec combats de barricades en certains endroits (octobre 1905) ; lutte de barricades généralisée et insurrection armée (décembre 1905) ; lutte parlementaire pacifique (avril-juin 1906) ; mutineries partielles dans l'armée (juin 1905-juillet 1906) ; soulèvements partiels de paysans (automne 1905-automne 1906).

Telle est la situation vers l'automne 1906, du point de vue des formes de lutte en général.

L'autocratie y « réplique » par les pogromes qu'organisent les Cent-Noirs, depuis celui de Kichinev, au printemps de 1903, jusqu'à celui de Siedlce, en automne 1906.

Pendant toute cette période, l'organisation par les Cent-Noirs des pogromes et des massacres de Juifs, d'étudiants, de révolutionnaires, d'ouvriers conscients progresse sans cesse, se perfectionne, unifiant dans la violence une populace corrompue et les troupes réactionnaires, allant jusqu'à l'emploi de l'artillerie dans les villages et les villes et se confondant avec des expéditions punitives, des trains de répression, et ainsi de suite.

Tel est le fond principal du tableau.

Sur ce fond se dessine — certainement comme quelque chose de particulier, de secondaire, d'accessoire — le phénomène à l'étude et à l'appréciation duquel est consacré le présent article. Quel est ce phénomène ?

Quelles en sont les formes ? Les causes ?

Quand a-t-il surgi et jusqu'à quel point s'est-il répandu ? Quelle est sa portée dans la marche générale de la révolution ?

Quels sont ses rapports avec la lutte de la classe ouvrière, organisée et dirigée par la social-démocratie ?

Telles sont les questions que nous devons maintenant aborder après avoir tracé le fond du tableau.

Le phénomène qui nous intéresse, c'est la lutte *armée*.

Elle est menée par des individus et par de petits groupes d'individus.

Partiellement, ils adhèrent à des organisations révolutionnaires ; partiellement (et, dans certaines localités de la Russie en *majeure* partie) ils n'appartiennent à aucune organisation révolutionnaire.

La lutte armée poursuit deux buts différents, qu'il est indispensable de distinguer *rigoureusement* ; d'abord, cette lutte a pour objet de tuer des individus, chefs et subalternes de la police militaire ; ensuite, de confisquer des fonds appartenant tant au gouvernement qu'à des particuliers.

Les fonds confisqués sont employés partiellement aux besoins du Parti, partiellement à des achats d'armes et à des préparatifs d'insurrection, partiellement à l'entretien de militants qui mènent la lutte en question.

Les grosses expropriations (celle qui fut faite dans le Caucase et qui rapporta plus de 200 000 roubles, celle de Moscou qui donna 875 000 roubles) ont servi avant tout aux besoins des partis révolutionnaires ; les petites expropriations servent surtout, et parfois uniquement, à l'entretien des « expropriateurs ».

C'est un fait que cette forme de lutte ne s'est largement développée et répandue qu'en 1906, c'est-à-dire après

l'insurrection de décembre.

L'aggravation de la crise politique jusqu'à la lutte armée, et, en particulier, l'aggravation de la misère, de la famine et du chômage, dans les villes comme dans les campagnes, comptent parmi les causes importantes qui ont amené l'emploi de cette forme de lutte.

Cette méthode de lutte sociale a été adoptée de préférence, et même exclusivement, par les éléments déclassés de la population, lumpen-prolétariat et groupes anarchistes.

En guise de forme « responsive » de lutte de la part de l'autocratie, il convient de citer l'état d'urgence, la mobilisation de nouvelles troupes, les pogromes des Cent-Noirs (Siedlce), les cours martiales.

III

Habituellement l'appréciation de cette forme de lutte se résume à ceci : c'est de l'anarchisme, du blanquisme, un retour à l'ancien terrorisme ; ce sont des actes d'individus ayant perdu tout contact avec les masses, qui démoralisent les ouvriers, détournent de ceux-ci les sympathies des larges couches de la population, désorganisent le mouvement et nuisent à la révolution.

On trouve facilement, dans les événements que relatent chaque

jour les journaux, des exemples qui confirment cette appréciation.

Mais ces exemples sont-ils probants ?

Pour le vérifier, considérons une région où la forme de lutte envisagée est la plus appliquée : la région lettonne.

Voici les plaintes que formule, au sujet de l'activité de la social-démocratie lettonne, le journal *Novoié Vrémia* (des 9 et 12 septembre).

Le Parti social-démocrate ouvrier letton (fraction du P.O.S.D.R.) publie son journal régulièrement à 30000 exemplaires.

Dans la partie officielle, il donne des listes d'espions que tout honnête homme a le devoir d'exécuter.

Ceux, qui collaborent avec la police sont déclarés « adversaires de la révolution » et passibles d'exécution ; on outre, ils répondent aussi de tous leurs biens.

L'argent destiné au Parti, les social-démocrates ordonnent à la population de le verser seulement sur présentation d'une quittance portant le cachet de l'organisation.

Dans le dernier compte rendu du Parti, sur 48 000 roubles de

recettes pour l'année, figurent 5 600 roubles versés par la section de Libau, pour des achats d'armes ; cette somme a été réalisée par voie d'expropriation.

Le *Novoïé Vrémia* se démène furieusement, on le conçoit, contre cette « législation révolutionnaire », ce « gouvernement redoutable ».

Personne n'oserait qualifier cette activité des social-démocrates lettons d'anarchisme, de blanquisme, de terrorisme.

Et pourquoi ?

Parce qu'ici on voit *clairement* le rapport entre cette nouvelle forme de lutte et l'insurrection, celle qui a eu lieu en décembre comme celle qui se prépare de nouveau.

Pour l'ensemble de la Russie, ce rapport n'est pas aussi évident, mais il existe.

On ne saurait mettre en doute l'extension de la lutte « de partisans » précisément depuis décembre et son rapport avec l'aggravation de la crise non seulement économique, mais politique.

L'ancien terrorisme russe était affaire d'intellectuels conspirateurs ; aujourd'hui, la lutte de partisans est menée, en règle générale, par des militants ouvriers ou simplement par

des ouvriers en chômage.

Le blanquisme et l'anarchisme se présentent vite à l'idée de ceux qui ont tendance à utiliser des formules toutes faites ; mais devant une situation insurrectionnelle aussi évidente qu'elle l'est en Lettonie, l'impropriété de ces épithètes courantes saute aux yeux.

D'après l'exemple des Lettons, on voit fort bien à quel point cette analyse, si habituelle chez nous, de la guerre de partisans, en dehors de la situation insurrectionnelle, est dénuée de justesse, de valeur scientifique, de sens historique.

Or, il faut compter avec cette situation, songer aux particularités d'une période intermédiaire entre les actes importants de l'insurrection, il faut comprendre quelles formes de lutte naissent inévitablement en pareille situation, et ne pas se contenter d'un vocabulaire tout fait, également en usage chez les cadets, comme chez les gens du *Novoïé Vrénia* : anarchisme, pillage, gueuserie !

On nous dit que les actes de partisans désorganisent notre travail. Appliquons ce raisonnement à la situation qui a suivi les événements de décembre 1905, à l'époque des pogromes organisés par les Cent-Noirs et de l'état de siège.

Qu'est-ce qui désorganise le plus le mouvement à une *pareille* époque : le défaut de résistance ou bien une lutte organisée de

partisans ?

Comparez la Russie centrale aux provinces frontières de l'Ouest, la Pologne et la Lettonie.

Sans aucun doute, la guerre de partisans est beaucoup plus répandue et plus développée dans l'Ouest.

Il est également hors de doute que le mouvement révolutionnaire en général et le mouvement social-démocrate en particulier sont *plus désorganisés* dans la Russie centrale que dans ses provinces de l'Ouest.

Loin de nous, certes, l'idée d'en conclure que le mouvement social-démocrate, en Pologne et en Lettonie, est moins désorganisé *grâce* à la guerre de partisans.

Non point. Il faut en conclure seulement que la guerre de partisans n'est pour rien dans la désorganisation du mouvement ouvrier social-démocrate de Russie, en 1906.

Assez souvent, on invoque à ce propos le caractère particulier des conditions nationales.

Mais cette allégation trahit surtout la faiblesse de l'argumentation courante.

S'il s'agit en effet de particularités nationales, alors

l'anarchisme, le blanquisme, le terrorisme, vices communs à toute la Russie, et même plus spécialement aux provinces russes, n'y sont pour rien ; il s'agit donc d'autre chose.

Examinez cette eautre chose » d'une façon *concrète*, messieurs !

Vous verrez alors que l'oppression nationale ou bien les antagonismes de nationalités n'expliquent rien, car ils ont toujours existé dans les provinces de l'Ouest, tandis que la lutte de partisans n'a fait sou apparition que dans la période historique présente.

Il y a beaucoup de régions où l'oppression et les antagonismes nationaux existent, sans qu'on y constate de lutte de partisans ; et celle-ci se développe parfois dans des endroits où l'on ne saurait parler d'oppression nationale.

L'analyse concrète de la question montrera qu'il s'agit ici non pas de l'oppression nationale, mais des conditions de l'insurrection.

La lutte de partisans est une forme inévitable de lutte à une époque où le mouvement des niasses aboutit effectivement à l'insurrection et où il se produit des intervalles plus ou moins considérables entre les « grandes batailles » dans le cours de la guerre civile.

Ce qui désorganise le mouvement, ce ne sont pas les actions de partisans, mais la faiblesse d'un parti incapable *d'en assumer la direction*.

C'est pourquoi les malédictions dont nous autres, Russes, abreuvons d'ordinaire les actions des partisans, vont de pair avec des opérations clandestines, accidentelles, inorganisées, qui désorganisent effectivement le Parti.

Si nous sommes incapables de comprendre les circonstances historiques qui engendrent cette forme de lutte, nous sommes également incapables d'en paralyser les mauvais côtés.

Mais la lutte n'en continue pas moins.

Elle est provoquée par de puissants facteurs économiques et politiques.

Il ne dépend pas de nous de supprimer ces facteurs ni de supprimer cette lutte.

Lorsque nous nous plaignons de la guerre de partisans, nous nous plaignons de la faiblesse de notre Parti dans l'œuvre insurrectionnelle.

Ce que nous venons de dire de la désorganisation se rapporte aussi à la démoralisation.

Ce qui démoralise, ce n'est pas la guerre de partisans, mais le *caractère inorganisé*, désordonné, « sans-parti » des actes de partisans.

Et à cette démoralisation *absolument incontestable* nous n'échapperons nullement en blâmant et en maudissant les actions de partisans ; car ces blâmes et ces malédictions sont absolument impuissants à arrêter un phénomène provoqué par des causes profondes, l'ordre économique et politique.

On objectera : si nous sommes incapables d'arrêter un phénomène anormal et démoralisant, ce n'est pas une raison pour que le *parti* adopte des moyens de lutte anormaux et démoralisants.

Mais pareille objection serait celle d'un libéral bourgeois et non d'un marxiste ; car un marxiste ne peut considérer d'une façon générale comme anormale et démoralisante la guerre civile, ou bien la guerre de partisans qui est une de ses formes.

Le marxiste se tient sur le terrain de la lutte de classes, et non de la paix sociale.

Dans certaines périodes de crises aiguës, économiques et politiques, la lutte de classes aboutit dans son développement à une véritable guerre civile, c'est-à-dire à une lutte armée entre deux parties de la population.

En de telles périodes, le marxiste a l'obligation de se placer au point de vue de la guerre civile. Toute condamnation morale de celle-ci est absolument inadmissible du point de vue du marxisme.

A une époque de guerre civile, l'idéal du parti du prolétariat est un *parti combattant*. C'est absolument incontestable.

Nous admettons parfaitement que, du point de vue de la guerre civile, on puisse et on parvienne à démontrer que telle ou telle forme de guerre civile, à tel ou tel moment, *n'est pas rationnelle*.

Nous admettons parfaitement qu'on critique diverses formes de guerre civile, du point de vue de leur *opportunité militaire*, et nous sommes absolument d'accord pour reconnaître qu'en *pareille* question la voix décisive appartient aux praticiens de la social-démocratie dans chaque région distincte.

Mais, au nom des principes du marxisme, nous exigeons catégoriquement qu'on n'esquive pas l'analyse des conditions de la guerre civile au moyen de clichés et de phrases rebattues sur l'anarchisme, le blanquisme, le terrorisme, et qu'on ne vienne pas agiter devant nous l'épouvantail de certains procédés absurdes appliqués, dans la guerre de partisans, par telle ou telle organisation du P.S.P. à tel ou tel moment, quand il s'agit de décider si, d'une façon générale, les social-démocrates doivent participer à cette guerre de partisans.

L'argument selon lequel la guerre de partisans désorganise le mouvement, doit être examiné dans un esprit critique.

Toute nouvelle forme de lutte, impliquant de nouveaux dangers et de nouvelles victimes, « désorganise » forcément les organisations qui n'y sont pas préparées.

Nos anciens cercles de propagandistes ont été désorganisés lorsqu'on est passé à l'agitation.

Nos comités ont été désorganisés lorsque, par la suite, on en est venu aux manifestations.

Toute opération militaire, dans n'importe quelle guerre, est cause d'une certaine désorganisation dans les rangs des combattants.

Il ne faut pas en conclure qu'on ne doit pas combattre.

Il faut seulement en conclure que l'on doit *apprendre* à combattre. Voilà tout.

Lorsque je vois des social-démocrates qui, fièrement, avec suffisance, déclarent : nous ne sommes pas des anarchistes, ni des voleurs, nous ne nous livrons pas au pillage, nous sommes au-dessus de cela, nous rejetons la guerre de partisans, je me demande si ces gens-là comprennent ce qu'ils disent.

Dans toute l'étendue du pays, des escarmouches et des combats ont lieu entre un gouvernement de Cent-Noirs et la population.

Ce phénomène est absolument inévitable au degré donné du développement de la révolution.

Spontanément, sans organisation — et précisément à cause de cela, bien souvent avec maladresse, d'une *mauvaise* manière — la population y réagit par des collisions armées, par des attaques à main armée.

Je comprends que, par suite de la faiblesse et du manque de préparation de notre organisation, nous puissions renoncer, dans telle région, pour tel moment, à assurer à *cette* lutte spontanée la direction du Parti.

Je comprends que cette question doit être résolue sur place, par les militants, et qu'il n'est pas facile de rééduquer des organisations faibles et non préparées.

Mais lorsque je vois qu'un théoricien ou un publiciste de la social-démocratie, au lieu de s'attrister en considérant ce manque de préparation, parle d'anarchisme, de blanquisme, de terrorisme, avec une satisfaction outrecuidante et l'infatuation d'un Narcisse, et répète à ce sujet des phrases apprises par cœur dans sa jeunesse, je souffre de voir ainsi ravalée la doctrine la plus révolutionnaire du monde.

On nous dit : la guerre de partisans rapproche le prolétariat conscient des déclassés, des ivrognes tombés dans la dégradation.

C'est vrai.

Mais de cela, la seule conclusion à tirer est que jamais le parti du prolétariat ne doit considérer la guerre de partisans comme l'unique ou même le principal moyen de lutte ; que ce moyen doit être subordonné à d'autres, qu'il doit être employé dans une juste mesure par rapport aux moyens principaux, et qu'il doit être ennobli par l'influence éducatrice et organisatrice du socialisme.

Si cette *dernière* condition n'est pas remplie, *tous* les moyens de lutte sans exception, dans la société bourgeoise, rapprochent le prolétariat des diverses couches non prolétariennes au-dessus ou au-dessous de lui, et, livrés au cours spontané des choses, s'usent, se dénaturent, se prostituent.

Les grèves, abandonnées au cours spontané des événements, dégènèrent en « Alliances », en accords des ouvriers avec les patrons contre les consommateurs.

Le Parlement devient une maison de tolérance, où une bande de politiciens bourgeois trafique, en gros et en détail, des « libertés publiques », du « libéralisme », de la « démocratie »,

du républicanisme, de l'anticléricalisme, du socialisme et autres marchandises courantes.

La presse dégénère en entremetteur, accessible à tous, en instrument de la perversion des masses ; elle flatte grossièrement les bas instincts de la foule, etc., etc.

La social-démocratie ne possède pas de moyens universels de lutte capables de protéger le prolétariat, en élevant une muraille de Chine entre lui et les couches placées quelque peu au-dessus ou au-dessous.

La social-démocratie emploie, selon les époques, des moyens différents, en subordonnant toujours leur application à des idées et des méthodes d'organisation *rigoureusement* déterminées par les circonstances.

IV

Les formes de lutte dans la révolution russe sont d'une extraordinaire diversité, quand on les compare à celles qui ont été mises en œuvre par les révolutions bourgeoises en Europe.

Kautsky l'avait partiellement prédit en 1902, lorsqu'il affirmait que la révolution future (il ajoutait : à l'exception *peut-être* de la Russie) serait moins une lutte du peuple contre le gouvernement, qu'une lutte entre deux parties du peuple.

En Russie nous voyons, sans aucun doute, un plus large développement de cette *deuxième* forme de lutte que dans les révolutions bourgeoises d'Occident.

Parmi le peuple lui-même les ennemis de notre révolution sont peu nombreux, mais ils s'organisent de plus en plus à mesure que la lutte s'aggrave, et ils obtiennent l'appui des couches réactionnaires de la bourgeoisie.

Par conséquent, il est parfaitement naturel et inévitable qu'à une *pareille* époque, à l'époque des grèves politiques de tout le peuple, l'*insurrection* ne puisse revêtir l'ancienne forme d'actes isolés, limités à un très court espace de temps et de territoire.

Il est parfaitement naturel et inévitable que l'*insurrection* acquiert les formes plus hautes et plus complexes d'une guerre civile prolongée, englobant tout le pays, c'est-à-dire d'une lutte armée entre deux parties du peuple.

On ne peut se représenter une guerre de ce genre autrement que comme une suite de grandes batailles peu nombreuses, séparées par des intervalles de temps relativement longs, au cours desquels se produisent d'innombrables escarmouches. Du moment qu'il en est ainsi — et il en est certainement ainsi — la social-démocratie doit absolument s'assigner pour tâche de créer des organisations qui soient au plus haut degré capables de diriger les masses dans ces grandes batailles, de même que, si possible, dans ces escarmouches. La social-démocratie, à une

époque où la lutte de classe s'est aggravée jusqu'à la guerre civile, doit se donner pour tâche non seulement de participer à *cette guerre civile*, mais d'y jouer un rôle dirigeant.

La social-démocratie doit éduquer et préparer ses organisations pour qu'elles interviennent effectivement en tant que *partie belligérante*, sans laisser échapper une seule occasion d'infliger des pertes à l'ennemi.

C'est une tâche difficile, bien entendu.

On ne peut la résoudre d'emblée.

De même que dans la lutte, au cours de la guerre civile, tout le peuple refait son éducation et s'instruit, de même nos organisations doivent être éduquées, remaniées sur les bases des données de l'expérience, pour être à la hauteur de cette tâche.

Nous n'avons pas la moindre prétention d'imposer aux militants une forme de lutte de notre cru, ni même de résoudre, dans notre cabinet de travail, la question du rôle de telle ou telle forme de la guerre de partisans dans la marche générale de la guerre civile en Russie.

Loin de nous la pensée de voir, dans une appréciation concrète de telles ou telles actions de partisans, un problème *d'orientation* pour la social-démocratie.

Mais nous estimons que notre tâche est de contribuer, dans la mesure de nos forces, à une juste appréciation *théorique* des nouvelles formes de lutte imposées par la vie ; comme aussi de combattre implacablement les formules toutes faites et les préjugés qui empêchent les ouvriers conscients de poser convenablement ce nouveau et difficile problème, de trouver les moyens convenables pour le résoudre.